

Des terres agricoles de plus en plus chères

Libramont, ce n'est pas que commerce, démonstrations, concours et festivités, c'est aussi une occasion de défendre des positions en faveur du monde agricole. Dans le stand de la Fugea (Fédération unie de groupements d'éleveurs et d'agriculteurs), on a discuté samedi d'un problème peu médiatisé, mais très problématique pour les agriculteurs. Un problème wallon, avec des nuances selon les régions, mais qui est également universel : l'accès à la terre.

Invité de dernière minute à la table de discussions, Amadou, originaire du Mali et responsable d'un syndicat d'exploitants agricoles, n'a pas caché que cette problématique détruisait la vie de milliers de gens dans son pays. « On donne des centaines, voire des milliers d'hectares à des entreprises au détriment de familles qui elles, n'ont plus accès à 4 ou 5 hectares qui leur suffiraient amplement. Cette redistribution est scandaleuse, une injustice qui va jusqu'à la bastonnade ou la prison pour ceux qui s'y opposent. La terre est devenue affaire de financiers. »

Et chez nous ? La problématique est similaire dans le fond, pas dans la forme heureusement. Sabine Laruelle, ministre fédérale de l'Agriculture, signalait vendredi, lors de l'inauguration, que « la Belgique était, en termes de coût, à un taux de 170 % au-dessus de la moyenne européenne... » De nombreux « petits » agriculteurs se trouvent donc confrontés à cette problématique, pour diverses raisons. Pour cause de remembrement, comme le signalait une agricultrice de Gaume. Dans la région frontalière belgo-luxembourgeoise, les

terres agricoles vendues passent systématiquement aux mains d'agriculteurs luxembourgeois, les locaux ne pouvant absolument pas suivre les tarifs imposés.

Terre-en-Vue, une ASBL créée il y a peu, basée à Louvain-la-Neuve, entend réagir concrètement à cette inaccessibilité pour de nombreux petits agriculteurs. « Un mouvement de soutien à l'agriculture paysanne, explique Zoé Gallez. Nous avons même créé une coopérative qui a eu un premier geste concret début 2012, à Wavreille (Rochefort). Un groupement d'achat s'est rendu comp-

L'accès à la terre est un problème de plus à la reprise des fermes en Wallonie

te qu'un producteur étouffait parce qu'il n'avait pas assez de terres cultivables. Une vingtaine de ses coopérateurs ont permis d'investir 65.000 euros pour acheter les terrains nécessaires. Notre but est donc de rassembler des parts citoyennes pour acquérir des terres et les mettre à disposition de petits cultivateurs. »

Le cabinet du ministre Carlo Di Antonio dit ne pas y être insensible. Un de ses attachés relève que « cet investissement est un problème supplémentaire à la reprise de fermes en Wallonie. C'est pour cela qu'une des priorités du ministre sera dès cet automne de créer un groupe de travail sur l'accaparement des terres, dans le cadre du futur code de l'agriculture. »

La Fugea, note Thibaut Goibert, son directeur, y sera extrêmement vigilante ! ■

JEAN-LUC BODEUX